



Djibouti : Omar Guelleh prépare le hold-up électoral de 2016

Par Dimitri VERDONCK

&

**Abdourahman A. Waberi, Jean-Marie Collin, Pascale Bodinaux, Pierre Galand,
Florent Geel, Alain Hutchinson et Ali Deberkale**

Dimitri Verdonck est né en 1973. Licencié en philosophie, il a également étudié le droit et les sciences économiques avant de suivre une formation pour dirigeants d'associations et d'entreprises d'économie sociale. Spécialisé en politique extérieure de l'Union européenne et en coopération au développement, il alterne depuis plus de dix ans les activités de conseil auprès de personnalités politiques de premier plan actives en matière de coopération au développement et de relations extérieures, et l'engagement associatif auprès de structures actives dans le champ de la solidarité, de la coopération et de l'immigration notamment. Dimitri Verdonck s'intéresse à tout ce qui peut contribuer à améliorer les conditions d'existence du plus grand nombre d'entre nous, ici et maintenant. Dimitri Verdonck est l'auteur de nombreuses études et publications



Analyse

Février 2015

Depuis sa création, l'Association Cultures & Progrès (ACP asbl) s'intéresse de près à la situation politique et sociale en République de Djibouti dont un nombre grandissant de ressortissants trouvent refuge en Belgique. Après la publication d'un ouvrage collectif sur la situation des droits humains à Djibouti à la veille des élections présidentielles de 2011, ACP a mené de nombreuses initiatives et publié plusieurs analyses sur Djibouti. L'Association Cultures & Progrès mène également des projets concrets avec la diaspora djiboutienne d'Europe et de Belgique en particulier.

Dans un entretien publié par *Jeune Afrique*, le chef de l'État et du gouvernement djiboutiens, Ismaël Omar Guelleh, vient de refuser catégoriquement la création d'une CENI¹, le seul instrument capable d'assurer le caractère démocratique et transparent des élections présidentielles du printemps 2016. L'annonce du président en fin de 3^{ème} mandat a fait l'effet d'une bombe auprès des Djiboutiens. Y compris du côté de la majorité présidentielle où l'on déplore que Guelleh admette publiquement qu'il ne croit pas lui-même à ses chances d'être élu sans tricher. C'est une chose de le penser, c'en est une autre que de le dire aussi clairement, rendant caduque un 4^{ème} mandat qu'il condamne ainsi d'avance à l'illégitimité !

Pour rappel, au lendemain des élections législatives du 22 février 2013, l'opposition coalisée sous les couleurs de l'USN (Union pour le Salut National) avait refusé de siéger au Parlement jusqu'ici monocolore et, pour la première fois, ouvert à l'opposition à hauteur de 20%, quels que soient les résultats des élections. Une trouvaille imaginée par le régime et ses partenaires étrangers pour donner des allures démocratiques à une institution et, plus largement, à un régime dont le mépris grandissant pour les droits fondamentaux commence à rendre la fréquentation gênante. Revendiquant la victoire – constatée par l'UE qui a cependant choisi de fermer les yeux pour cause de *realpolitik* – et dénonçant l'inversion pure et simple des résultats jamais publiés (!), l'opposition a campé sur ses positions durant près de deux ans, littéralement portée à bout de bras par une population massivement mobilisée et qui a pris tous les coups. Deux ans de violente répression à l'égard des manifestants, des opposants les plus gênants, des journalistes indépendants, des défenseurs des droits humains et des jeunes du MJO, fers de lance de la contestation populaire. Sans oublier les coups portés à une diaspora hyperactive autour notamment de la figure d'Ali Deberkale, aujourd'hui président du Mouvement citoyen Djibouti 2016.

Meurtres, disparitions inquiétantes, usage systématique de la torture et quantité d'arrestations et d'emprisonnements arbitraires ont d'ailleurs sévèrement été dénoncés par le Parlement européen, notamment. Une gifle pour un régime obsédé par l'image sur laquelle repose la confiance qu'il espère encore pouvoir inspirer à ses bailleurs de fonds publics et privés qui se détournent de Djibouti classé 181 sur 185 dans le classement de la Banque mondiale sur le climat des affaires et la protection des investisseurs ! Mais une goutte d'eau dans l'océan de complicité des États membres de l'UE pour qui l'essentiel est dans la lutte contre la piraterie et le terrorisme et qu'inquiète à tort l'émergence d'une démocratie qui mettrait de facto un terme à une relation tissée avec un chef d'Etat certes *peuplicide* et gourmand mais docile.

¹ CENI : Commission Electorale Nationale Indépendante

Il y a six semaines, à la stupeur générale, l'USN et le régime signaient pourtant en grandes pompes un accord-cadre sensé mettre un terme définitif à la crise. À condition d'intégrer le Parlement, les opposants allaient voir leurs revendications rencontrées dans le mois ! Du jour au lendemain, à la faveur du pire accord de toute l'histoire des accords, l'opposition a ainsi accepté de rejoindre le Parlement. Si cela paraît ubuesque, c'est qu'en deux ans de répression et de tractations secrètes entre le régime et les opposants qui ont un prix, l'USN a changé de visage. Si bien que le président promet ouvertement qu'à condition qu'ils restent *constructifs* (sic), ceux parmi l'USN qui ont accepté l'idée d'une élection truquée, seront récompensés et intégreront un gouvernement. Les autres pourront retourner crever en exil ou alors en prison.

Pour faire passer la pilule du *hold-up* électoral programmé pour 2016, l'actuel président Omar Guelleh bombe le torse en rappelant qui est aujourd'hui le chef. Sans oublier toutefois de rassurer sur son allégeance totale aux partenaires étrangers à qui il doit d'être artificiellement maintenu à la tête d'un pays dont la population qui ne veut plus de lui, est à l'agonie. Or une période charnière s'ouvre à Djibouti ainsi qu'ailleurs en Afrique, comme le soulignent les membres de la coalition « *Tournons la page* ». Après les indépendances, le plus souvent sous contrôle, les conférences nationales du début des années 1990 ont abouti dans de nombreux pays d'Afrique à l'institution d'une démocratie formelle. L'heure est désormais venue de lui donner de la substance. Jalonnées de fins de mandats et d'échéances électorales, les années 2015 à 2017 pourraient marquer le terme d'une douzaine de régimes archaïques, dont celui de Djibouti. Leurs dirigeants ont encore le choix. Faute de consentir à l'alternance, ils prendraient la responsabilité d'exposer leur pays au chaos et à la violence, comme celle que vient de connaître le Congo (RDC). Quoi qu'il en soit, les populations, elles, refuseront d'être privées, plus longtemps, de leur Histoire.

Dans les jours qui viennent, bravant la répression, les Djiboutiens manifesteront pacifiquement aux cris de « pas de CENI, pas d'élections ! ». Ils exprimeront ainsi leur volonté de tourner la page avec un système qu'ils rejettent avec détermination. Avec la FIDH et la coalition d'acteurs de la société civile intitulée #MonVoteDoitCompter, ils diront aussi qu'ils exigent qu'en 2016, leur vote compte. Nous les soutenons avec force !

Signataires : **Dimitri Verdonck**, Président de l'Association Cultures & Progrès ; **Abdourahman A. Waberi**, Écrivain djiboutien ; **Jean-Marie Collin**, Expert défense ; **Pascale Bodinaux**, Directrice de l'ONG Solsoc ; **Pierre Galand**, Président du Forum Nord Sud ; **Florent Geel**, Responsable du Bureau Afrique de la FIDH ; **Alain Hutchinson**, Commissaire du Gouvernement pour l'Europe.